

Solidaires Finances Publiques



Novembre 2015

Dossier revendicatif

Stopper les suppressions d'emplois pour
un service public fiscal, foncier et comptable
de proximité dans les Landes

*« Pourquoi il faut créer des emplois
aux Finances Publiques
et comment développer le maillage territorial »*

Coordonnées de la section Solidaires Finances Publiques des Landes :

solidairesfinancespubliques.ddfip40@dgfip.finances.gouv.fr



Selon les données de l'Insee, les Landes, deuxième plus vaste département de l'Hexagone, comptent 390 800 personnes au 1er janvier 2012. La densité de population, 42 hab/km², y reste la plus faible de la région. Ce chiffre traduit l'éparpillement d'une grande partie de la population landaise et son éloignement des centres de décisions et des services publics physiques.

Ces caractéristiques justifient l'existence et le maintien des sites de Dax, Mont-de-Marsan et Morcenx, ainsi que de tous les Centres des Finances Publiques de proximité (ex-trésoreries).

L'accroissement moyen annuel de 1,4 % depuis 1999 est le plus fort observé en Aquitaine. Cet accroissement démographique concerne surtout les deux chefs-lieux d'arrondissement et le littoral nord et sud. Actuellement, 40 % des habitants des Landes n'en sont pas natifs. Ce phénomène récent est dû en particulier à l'arrivée de jeunes adultes actifs et fait des Landes l'un des départements les plus attractifs de France. Cette situation justifie la création physique de nouveaux Centres des Finances Publiques pour répondre aux besoins de ces nouvelles populations, notamment sur le littoral.

Voici déjà deux bonnes raisons d'arrêter les suppressions d'emplois qui frappent la DDFiP des Landes. La centaine d'emplois détruits depuis 10 ans est injuste et économiquement suicidaire. Il faut au contraire en créer.



Si l'économie des services domine en employant 60 % des salariés, l'industrie landaise, avec 17 % de l'emploi salarié départemental, affiche la part de l'emploi industriel la plus élevée des départements aquitains. La filière du bois-papier est importante grâce à la présence d'un des plus grands massifs forestiers d'Europe. Le maïs et les volailles sont les fleurons de l'agriculture landaise, comme le tourisme et le thermalisme constituent deux éléments essentiels du développement économique du département.

Du littoral aux villes thermales, les Landes peuvent accueillir autant de touristes qu'elles dénombrent d'habitants.

En résumé, l'accroissement démographique participe au développement de l'activité économique et augmente mécaniquement les charges des services fiscaux, comptables et fonciers.

Si on ajoute à ces données les 3 milliards de fraude fiscale en Aquitaine et les dizaines de millions de recettes fiscales impayées dans les Landes, la nécessité de créer des emplois et de traquer les fraudes par une présence de proximité est évidente.

Et pour répondre aux sollicitations des contribuables frappés par la crise, tout comme pour assister et conseiller les collectivités locales, il faut des agents en nombre suffisant dans tous les services des Finances Publiques.



Ces revendications sont étayées par des données statistiques développées et analysées dans les pages suivantes.

Évolutions démographiques les plus fortes entre 1999 et 2007 :

Biscarrosse : 12 209, en augmentation de 31,4 %
Saint-Vincent-de-Tyrosse : 6 936, en augmentation de 29,3 %
Soustons : 6 940, en augmentation de 20,7 %
Saint-Paul-lès-Dax : 12 024, en augmentation de 17,6 %
Capbreton : 7 652, en augmentation de 15,2 %
Tarnos : 11 154, en augmentation de 10,7 %
Dax : 20 860, en augmentation de 6,7 %
Mont-de-Marsan : 30 212, en augmentation de 2,3 %
Aire-sur-l'Adour : 6 070, en augmentation de 1,1 %

Entre 1999 et 2010, la population des bassins de vie de Labenne, Saint-Vincent-de-Tyrosse, Soustons ou encore Parentis-en-Born et Biscarrosse s'est accrue d'environ 2 % à 3 % par an, soit deux fois plus que dans toutes les Landes.

En 2012, il y a 406 809 landais et landaises, soit 40 000 de plus pendant ces 5 dernières années.

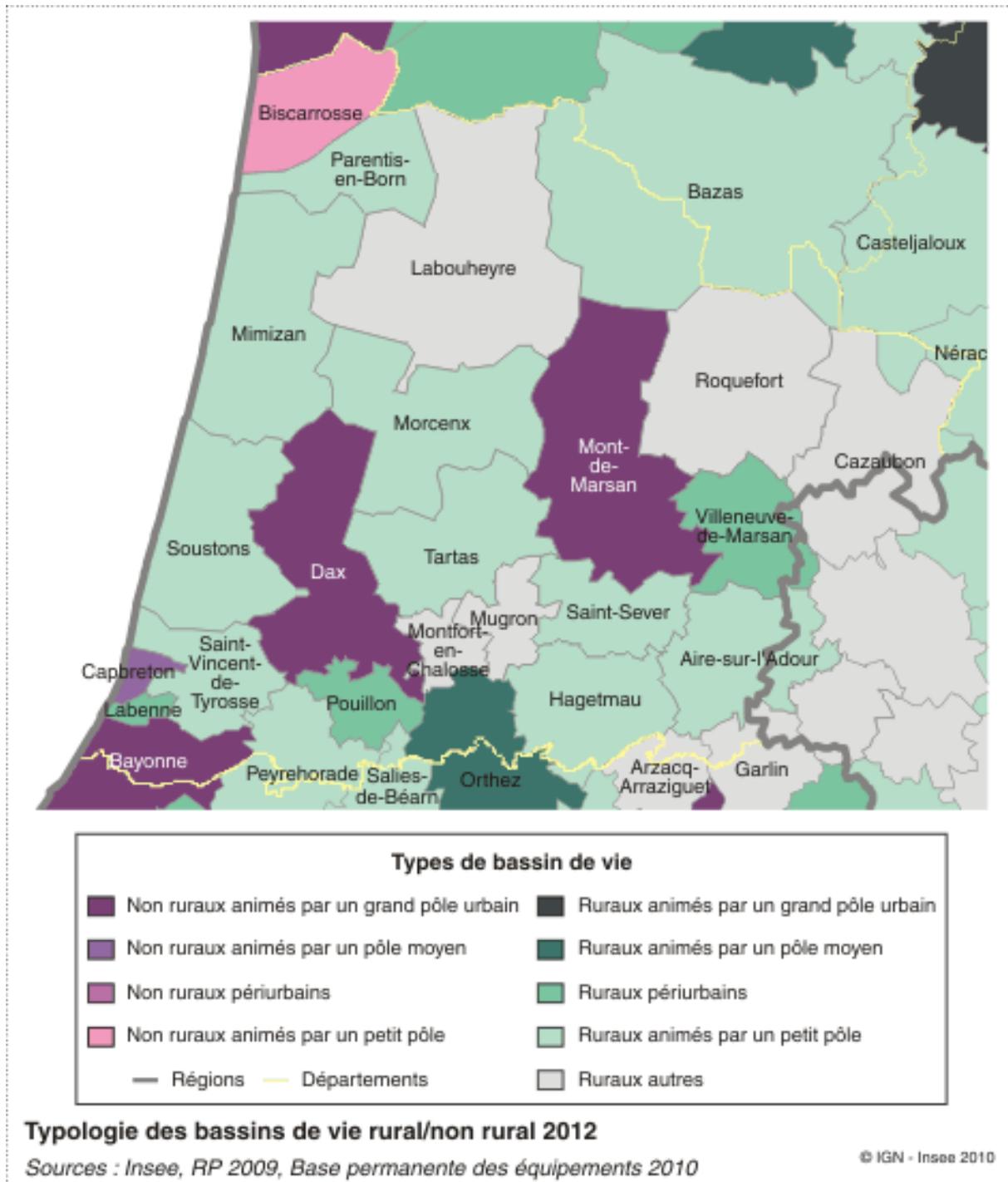
En 2040, selon l'Insee, l'Aquitaine devrait atteindre 3 880 000 habitants, soit 23 % de plus qu'en 2007 (soit 730 000 habitants), soit en moyenne 22 000 personnes de plus chaque année, l'équivalent d'une ville comme Cenon en Gironde.

Dans les Landes, la population passerait de 367 000 en 2007 à 493 000 en 2040, soit une augmentation de 120.000 habitants représentant plus de 50 000 foyers fiscaux, sans compter les dossiers professionnels.

La création de nouveaux Centres des Finances Publiques au plus près de la population doit donc être envisagée.



Les Landes connaissent une très forte croissance démographique.
 C'est le 4^{ème} département métropolitain affichant la plus forte progression entre 1999 et 2010 (+ 1,47 % par an).



Population

Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2006 et RP2011 exploitations principales.

	1968	1975	1982	1990	1999	2006	2011
Population	277 381	288 323	297 424	311 461	327 334	362 827	387 929
Densité moyenne (hab/km ²)	30,0	31,2	32,2	33,7	35,4	39,3	42,0

Début 2012, l'âge moyen des Landais est estimé à 43,1 ans. Les moins de 20 ans représentent 22 % de la population des Landes, et les 60 ans ou plus, 29 %. D'ici une trentaine d'années, la population devrait croître à un rythme moins rapide (0,9 % par an) et les Landes compteraient 493 000 habitants en 2040. L'âge moyen s'élèverait à 48 ans, et la part des moins de 20 ans se réduirait à 20 %, tandis que celle des 60 ans ou plus atteindrait 38 %.

L'étendue et la structure du département où se côtoient zones urbaines et péri-urbaines, zones touristiques et zones rurales, rendent nécessaire un maillage territorial correspondant aux différentes attentes de la population.

Ainsi, la proportion importante de personnes de plus de 60 ans ne disposant pas toutes d'un moyen de transport, leur sous-équipement informatique et leur faible appétence pour Internet justifie la présence de Centres des Finances Publiques avec le maintien de l'intégralité de leurs missions.

La présence physique d'un service public fiscal, comptable et foncier est aussi un moyen important de préserver le lien social indispensable à cette population.

A ce titre, le maintien du site de Morcenx et de tous ses services actuels est une nécessité.

Implantation actuelle des services de la DDFiP des Landes



La couverture des anciens cantons par les implantations actuelles des Centres des Finances Publiques a déjà été malmenée par les fermetures de trésoreries (Gabarret, Pissos, Labrit...).

L'ancien découpage des cantons



La nouvelle carte cantonale



A la lecture de ces cartes, il apparaît évident que les compétences territoriales des Centres des Finances Publiques ne peuvent pas être calculées que sur le seul découpage des nouveaux cantons, plus grands.

Actuellement, seul le site de Morcenx permet aux contribuables du nord du département d'avoir encore accès à un service fiscal. Il est donc indispensable de le maintenir, tout comme les trésoreries existantes.



L'emploi total a augmenté en moyenne entre 2007 et 2011 de 0,4 % par an comme au niveau régional. La population active augmente aussi. Le taux de chômage est en forte hausse depuis mi-2007, et début 2013, il s'établit à 10 % de la population active, toujours en dessous du niveau régional.

Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

Sources : Insee, RP2006 et RP2011 exploitations principales.

	2011	2006
Nombre de chômeurs	20 588	17 337
Taux de chômage en %	11,8	10,7
Taux de chômage des hommes en %	10,0	8,0
Taux de chômage des femmes en %	13,8	13,7
Part des femmes parmi les chômeurs en %	56,3	60,6

Les salaires sont en moyenne moins élevés qu'en Aquitaine. Cependant la pauvreté y est moins présente.

Début 2010, les Landes comptent 231 500 logements. Ce parc se compose de 73 % de résidences principales, 21 % de résidences secondaires, soit la part la plus élevée de la région et 6 % de logements vacants. Près des deux tiers des ménages sont propriétaires de leur logement.

Ce parc s'accroît, 9 300 logements ont été mis en chantier entre 2010 et 2012.

Les sollicitations des services des Finances Publiques vont donc continuer d'augmenter, tant par les contribuables que les collectivités : Une population qui continue de s'accroître et qui vieillit, un foncier qui évolue fortement, un taux de chômage qui progresse, ce sont des charges en plus pour les agents et les services des Finances Publiques.

Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2011

Source : Insee, RP2011 exploitation principale.

	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par logement par personne	
Ensemble	170 523	100,0	378 319	4,5	2,0
Depuis moins de 2 ans	23 070	13,5	49 108	3,6	1,7
De 2 à 4 ans	34 464	20,2	80 538	4,0	1,7
De 5 à 9 ans	29 301	17,2	72 512	4,4	1,8
10 ans ou plus	83 689	49,1	176 161	5,0	2,4

Un peu plus de la moitié des Landais(es) change d'habitation au cours d'une décennie et 23 000 déménagements ont eu lieu entre 2009 et 2011. Les mises à jour à effectuer sont autant de charges supplémentaires pour les agents déjà en sous-effectif.

Dans ce contexte, on ne peut que contester les choix de la DGFIP de programmer le regroupement sur une seule résidence (non encore désignée) des services de l'enregistrement et de la publicité foncière, et la concentration du Cadastre dans un « Service Départemental de la Publicité Foncière » !



Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi

Sources : Insee, RP2006 et RP2011 exploitations principales.

	2011	%	2006	%
Ensemble	155 284	100,0	145 783	100,0
Travaillent :				
dans la commune de résidence	56 258	36,2	56 915	39,0
dans une commune autre que la commune de résidence	99 026	63,8	88 868	61,0
située dans le département de résidence	76 129	49,0	69 600	47,7
située dans un autre département de la région de résidence	18 732	12,1	15 872	10,9
située dans une autre région en France métropolitaine	3 868	2,5	3 121	2,1
située dans une autre région hors de France métropolitaine (Dom, Com, étranger)	296	0,2	275	0,2

Pour se rendre à leur travail, 63,8 % des Landais(es) quittent quotidiennement leur commune de résidence et 14,8 % rejoignent un autre département.

Pour leur permettre d'accéder aux Centres des Finances Publiques, les horaires d'ouverture au public doivent être suffisamment larges. Pour y parvenir sans dégrader les conditions de travail des agents, il faut créer des emplois.

Équipement automobile des ménages

Sources : Insee, RP2006 et RP2011 exploitations principales.

	2011	%	2006	%
Au moins une voiture	154 549	90,6	138 632	89,1
1 voiture	76 393	44,8	69 246	44,5
2 voitures ou plus	78 156	45,8	69 386	44,6

Le taux d'équipement des Landais(es) en voiture progresse très peu. Cela renforce la nécessité d'installer des services publics de proximité, d'autant plus que 9,4 % de la population ne dispose pas de voiture.



Impôts sur le revenu des foyers fiscaux

Source : DGFIP, Impôt sur le revenu des personnes physiques

	2011
Ensemble des foyers fiscaux	226 111
Revenu net déclaré (K Euros)	5 167 647
Revenu net déclaré moyen (Euros)	22 854
Impôt moyen (Euros)	1 051
Foyers fiscaux imposables	125 092
Proportion en %	55,3
Revenu net déclaré (K Euros)	4 113 213
Revenu net déclaré moyen (Euros)	32 882
Foyers fiscaux non imposables	101 019
Proportion en %	44,7
Revenu net déclaré (K Euros)	1 054 433
Revenu net déclaré moyen (Euros)	10 438

En 2011, plus de 171 200 ménages landais ont rempli une déclaration de revenus. Parmi eux, 59,6 % sont imposés, une proportion un peu supérieure à celle de l'Aquitaine. La moitié de la population des Landes vit dans un ménage qui dispose par unité de consommation de plus de 18 920 euros annuels. Ce niveau médian de revenu est un peu en dessous de celui de la région, mais supérieur à celui de la France de province.

La pauvreté est présente, mais c'est le département aquitain où elle l'est le moins : un Landais sur huit (12,1 % contre 13,4 % pour la région) vit en dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins de 964 euros par mois en 2010. Fin 2012, 9 500 allocataires perçoivent le revenu de solidarité active (RSA). Sur 1 000 personnes de 25 à 64 ans, 46 touchent le RSA, une proportion nettement plus faible qu'au niveau régional. Autre protection sociale, la couverture maladie universelle complémentaire bénéficie à 16 800 personnes fin 2011. Une personne âgée de 75 ans ou plus sur cinq reçoit en 2011 l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Près de 60 % d'entre elles sont maintenues à leur domicile.

Établissements actifs par secteur d'activité au 31 décembre 2012

Champ : ensemble des activités.

Source : INSEE, CLAP.

	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
Ensemble	50 800	100,0	38 970	9 723	1 066	668	373
Agriculture, sylviculture et pêche	12 368	24,3	11 411	905	28	18	6
Industrie	2 719	5,4	1 724	686	130	96	83
Construction	4 739	9,3	3 302	1 239	126	56	16
Commerce, transports, services divers	25 182	49,6	18 578	5 757	488	270	89
dont commerce et réparation automobile	6 576	12,9	4 156	2 064	220	98	38
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	5 792	11,4	3 955	1 136	294	228	179

Créations d'entreprises

2013 2014

3 259 3 311

Ces données fiscales sont les dernières dont nous disposons, l'absence de communication par la DDFIP 40 de rapports annuels d'activité ne nous permettant pas une actualisation plus précise de notre dossier.

Néanmoins, nous constatons que malgré les évolutions démographiques et les créations d'entreprises, les suppressions d'emplois ont quand même frappé notre département.

Au-delà de la dégradation des conditions de travail, la qualité du service rendu aux usagers en a fortement pâti.

Au 31 décembre 2009, la DDFIP des Landes comportait 650 agents répartis dans 37 postes comptables (14 trésoreries, 10 recettes perception et 5 trésoreries principales, 4 services des impôts des entreprises, 2 conservations des hypothèques, 1 service des impôts des particuliers et 1 pôle de recouvrement spécialisé) et 10 services extérieurs non comptables.

Au 01 septembre 2015, la DDFIP des Landes comportait 613 agents et de nouvelles suppressions sont prévues pour le 1^{er} septembre 2016.

Cela représente 37 destructions d'emplois depuis la création de la DDFIP en juillet 2009.

CONCLUSION

Sur la base de ce dossier, Solidaires Finances Publiques 40 exige :

- × L'arrêt des suppressions d'emplois dictées par le dogme libéral du « moins d'Etat, moins de fonctionnaires, moins de services publics, moins de solidarité » ;
- × Le maintien de tous les Centres des Finances Publiques existants dans le département avec toutes leurs missions fiscales, comptables et foncières ;
- × Le comblement des emplois vacants et la création d'emplois statutaires pour renforcer les services ;
- × De nouvelles implantations de services sur le littoral Nord et Sud.

Solidaires Finances Publiques 40 portera ces exigences à tous les niveaux utiles, DDFiP, Conseil Départemental, Préfecture, Ministère, en coordination avec son Bureau National.

